ACTION URGENTE

UN PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ PALESTINIEN EN DÉTENTION

Le 13 juin, un juge militaire israélien a confirmé l'ordre de mise en détention administrative visant Ahmad Qatamesh pour une durée de trois mois. Cet universitaire palestinien était détenu de manière arbitraire au titre d'un ordre de détention administrative émis le 17 mai. Il est détenu depuis le 14 mai, sans inculpation ni jugement, à la prison d'Ofer. Ahmad Qatamesh est un prisonnier d'opinion.

Ahmad Qatamesh, 67 ans, s'est vu remettre un ordre de détention administrative de trois mois signé par le commandant militaire des Forces de défense d'Israël en Cisjordanie occupée, le 17 mai. Selon son avocat, Mahmoud Hassan de l'Association Addameer, cet ordre a été confirmé lors d'une audience le 13 juin. Ahmad Qatamesh a été arrêté une première fois par des soldats israéliens lors d'un raid à son domicile le 14 mai, juste avant l'aube.

Ahmad Qatamesh est un commentateur politique et un professeur d'université. Il critique haut et fort les autorités israéliennes et palestiniennes, ainsi que les accords d'Oslo, un accord intérimaire ayant transféré aux autorités palestiniennes un contrôle partiel sur certains secteurs des territoires palestiniens occupés. Il a appelé à un changement radical dans le paysage politique palestinien et la stratégie des Palestiniens, et à la fin des divisions entre le Hamas et l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, et a souligné que la population palestinienne est mécontente de ses dirigeants. Récemment, il a fait part de son soutien à la grève de la faim collective de prisonniers palestiniens, entamée le 17 avril : environ 1 500 détenus ont refusé toute nourriture pendant plus de 40 jours, pour contester les conditions de leur détention dans les geôles israéliennes. Amnesty International pense qu'il a été arrêté uniquement en raison de ses écrits et activités politiques non violents et afin de dissuader d'autres Palestiniens d'avoir des activités militantes.

Ce n'est pas la première fois qu'Ahmed Qatamesh est un prisonnier d'opinion ou est détenu dans les prisons israéliennes sans inculpation ni jugement. Il a au total passé plus de huit ans en détention administrative aux mains des autorités israéliennes. Il a été libéré de détention administrative en décembre 2013. L'épouse d'Ahmad Qatamesh a déclaré à Amnesty International qu'il a subi des lésions à l'oreille interne affectant son équilibre, à cause du traitement auquel il a été soumis et du manque de soins médicaux lors de ses précédentes détentions. Elle a ajouté que, depuis sa libération en 2013, il s'est évanoui et a perdu connaissance à maintes reprises et qu'elle demeure inquiète pour son état de santé.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en hébreu, en anglais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités israéliennes à libérer Ahmad Qatamesh immédiatement et sans condition, ainsi que tous les prisonniers d'opinion détenus dans les prisons israéliennes ;
- demandez aux autorités de garantir qu'Ahmad Qatamesh puisse rapidement bénéficier de soins et de traitements médicaux adéquats, dans l'attente de sa libération ;
- engagez-les à prendre immédiatement des mesures pour mettre fin à la pratique de la détention administrative.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 27 JUILLET 2017 À :

Ministre de la Défense
Avigdor Liberman
Ministry of Defence
37 Kaplan Street, Hakirya
Tel Aviv 61909, Israël
Courriel : minister@mod.gov.il
pniot@mod.gov.il
Fax : +972 3 691 6940
Formule d'appel : *Dear Minister*, / Monsieur le Ministre,

Commandant des FDI pour la Cisjordanie
Major-General Roni Numa
GOC Central Command
Military Post 02367, Battalion 877
Israel Defence Forces, Israël
Fax : +972 2 530 5741, +972 2 530 5724
Formule d'appel : *Dear Major-General Roni Numa, /* Monsieur,

Copies à :
Ministre de la Sécurité publique
Gilad Erdan
Kiryat Hamemshala
PO Box 18182
Jerusalem 91181, Israël
Fax : +972 2 584 7872
Courriel : gerdan@knesset.gov.il
Formule d'appel : *Dear Minister*, / Monsieur le Ministre,

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques d'Israël dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

UN PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ PALESTINIEN EN DÉTENTION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon des témoins, la descente effectuée dans la nuit qui a mené à l'arrestation d'Ahmad Qatamesh a eu lieu le 14 mai. Vers quatre heures du matin, entre 40 et 50 soldats israéliens circulant à bord d'au moins sept jeeps de l'armée et d'un véhicule blindé sont arrivés dans le quartier d'al Bireh à Ramallah, en Cisjordanie occupée, où a vécu Ahmed Qatamesh. D'après les témoins, les soldats ont défoncé la porte d'entrée de son ancien domicile, qui était vide. Ils ont alors brisé les portes des voisins, avant de se diriger vers le domicile des frères d'Ahmad Qatamesh.

Vers 4 h 30, les soldats sont entrés chez deux de ses frères, réveillant les deux familles. Comme ils ne l'y ont pas trouvé non plus, ils ont forcé son frère Khaled à les conduire au domicile actuel d'Ahmad Qatamesh, non loin de là. Selon Khaled Qatamesh, les soldats l'ont fait marcher devant eux et lui ont ordonné de frapper à la porte, comme s'il était « une espèce de bouclier ». Ahmad Qatamesh a alors été interpellé chez lui et emmené par des soldats dans un véhicule blindé. Les soldats n'ont pas fouillé la maison et ils n'ont pris aucun document, selon Khaled Qatamesh.

Avant d'être interpellé, Ahmad Qatamesh est souvent apparu à la télévision locale et est intervenu dans des émissions de radio. Il a dans ses écrits analysé diverses propositions pour des systèmes alternatifs de gouvernance entre Palestiniens et Israéliens. Selon sa famille, en 2016, le Service du renseignement israélien l'a convoqué à deux reprises pour interrogatoire. On lui a dit qu'il devait cesser ses écrits politiques et ses prises de parole en public, s'il ne voulait pas risquer d'« avoir des problèmes ». Il a refusé d'obtempérer les deux fois, répondant aux agents du Service de renseignement qu'il était écrivain et universitaire et qu'il écrirait et dirait ce qu'il voulait.

L'épouse d'Ahmad Qatamesh a informé Amnesty International que, lors d'une rencontre avec son avocat le 21 mai à la prison d'Ofer, près de Ramallah, son époux a annoncé qu'il ne prendrait plus ses médicaments en prison pour protester contre son arrestation et sa détention arbitraires, et ce tant qu'il ne serait pas autorisé à être examiné par un médecin indépendant.

La détention administrative – introduite soi-disant à titre exceptionnel pour les personnes qui représentent un danger extrême et imminent du point de vue de la sécurité – est utilisée par les autorités israéliennes en parallèle du système judiciaire pour arrêter, inculper et poursuivre des personnes soupçonnées d'infractions pénales, voire des personnes qui n'auraient jamais dû être arrêtées. Les ordres de détention administrative peuvent être renouvelés indéfiniment et Amnesty International considère les Palestiniens détenus dans ce cadre comme des prisonniers d'opinion, incarcérés uniquement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression et d'association. Selon l'ONG israélienne HaMoked, début juin 2017, on recensait 477 *« détenus administratifs »* emprisonnés sans inculpation ni jugement par Israël.

Nom : Ahmad Qatamesh
Homme

AU 140/17, MDE 15/6485/2017, 16 juin 2017